



STOP

651, rue Notre-Dame Ouest
Bureau ~~20~~ 520
Montréal (Québec)
H3C 1H9

Téléphone
(514) 393-9559
Fax
(514) 393-9588

THE SOLUTION TO POLLUTION IS NOT DILUTION

A Brief to the Montreal Agglomeration Environment Commission

concerning disinfection of Montreal's sewage

submitted by

Bruce Walker

STOP

April 2008



Introduction

STOP is a non-profit citizens' environmental group located in Montreal. Incorporated in 1970, STOP deals with a wide variety of environmental issues, including urban air quality, acid rain, municipal sewage treatment, solid waste management, and energy policy.

In 1972 STOP organized "Sewage Treatment Week" in order to raise public awareness to the fact that almost all of the island of Montreal's sewage was discharged without treatment into the St. Lawrence River, Rivière-des-Prairies, and Lac St-Louis. We unveiled a poster with the title, "You cannot swim in the water you drink". That same year STOP and three property owners located on Rive Boisée in Pierrefonds initiated a civil lawsuit against the City of Pierrefonds, the Montreal Urban Community, and the Government of Québec. Superior Court Judge André Montpetit issued his decision on 8 May 1974 (1). While the case set many precedents in Québec environmental law, the benefits of the media coverage were incalculable. For a more complete discussion of this issue, see Appendix 1, entitled "La saga des eaux usées".

In February 1975 STOP received a formal invitation from the Montreal Urban Community (MUC) to attend the inauguration of construction of the northern interceptor sewer. In November 1987 the MUC inaugurated its sewage treatment plant (STP) with a major media event. STOP did not receive an official invitation. We showed up in any case, but we declined the offer of a free helicopter ride.

Disinfection of Montreal's sewage

On 23 August 1995, Montreal's sewage treatment plant began treating all of the island of Montreal's sewage (at least in theory). There was no media event to mark the occasion. Since that time STOP has urged the Montreal Urban Community/Montreal Agglomeration Council to finish the job by disinfecting our sewage. In its excellent report issued in October 1999, the Montreal Urban Community candidly admitted that sewage treatment was a work in progress (2).

STOP strongly supports the moratorium against wastewater disinfection with chlorine imposed by the Government of Québec. The human health and ecological risks associated with chlorine disinfection by-products (DBPs) are well known.

For several years STOP has stated publicly that ozonation is the preferred disinfection technology. See Appendix 2, STOP letter to members. Decisions regarding disinfection should not be based solely on the ability to destroy pathogenic bacteria. It is equally important to destroy or break down other nasty critters and nasty chemicals e.g. viruses, pharmaceutical compounds, endocrine disrupting chemicals. The results of the pilot projects undertaken at Montreal's sewage treatment plant clearly indicate that ozone does the best job.

For the same reasons STOP urges Montreal to employ ozonation year round and not just during the warm weather months.

Related issues

Ozone is a hazardous substance and needs to be handled with extreme care. Montreal may choose to generate ozone at the sewage treatment plant, or may choose to have liquid oxygen trucked to the plant. In either case, an accidental release to the atmosphere is possible. The City of Montreal should prepare for such a "worst case scenario". The results of the "worst case scenario" should be communicated to the broader population. The City of Montreal does not have a spotless record in this regard. In March 2006 several industries located in LaSalle held a community outreach event in which each company unveiled its own "worst case scenario". The City of Montreal's own Charles DesBaillets drinking water filtration plant declined to participate.

Effective control of the discharge of toxic substances into the sewer system remains problematic. The Montreal Urban Community adopted by-law 87 in 1986. Authority over municipal sewer by-laws has been transferred to the Communauté métropolitaine de Montréal (CMM). In a brief to the CMM (3), STOP strongly objected to the proposal to eliminate the requirement for Montreal companies to have permits to discharge industrial wastewater into the sewer system. See Appendix 3: "Fight sewer bylaw: enviro group". The CMM Council has not yet voted on the proposed new sewer by-law.

STOP

651 Notre-Dame St. West
Suite 520
Montreal, Québec
H3C 1H9

April 2008

References

1. Fasano, Leclerc, Laforge et STOP c. Ville de Pierrefonds, Communauté urbaine de Montréal et la Régie des Eaux du Québec, Cour Supérieure de Montréal, 500-05-008291-72, jugement rendu le 8 mai 1974, l'honorable juge André Montpetit.
2. CUM, Station d'épuration, La réforme de la gestion de l'eau à la Communauté urbaine de Montréal: une oeuvre en cours, octobre 1999.
3. STOP, NOT IN MY SEWER--A Brief to the Communauté métropolitaine de Montréal concerning the proposed sewer by-law; May 2007.

Appendices

1. STOP, La saga des eaux usées, STOP PRESS, décembre 1995.
2. Georges Hébert, président de STOP, lettre aux membres, décembre 2006.
3. "Fight Sewer bylaw: enviro group", THE SUBURBAN, 28 March 2007



STOP

651, rue Notre-Dame Ouest
Bureau ~~20~~ 520
Montréal (Québec)
H3C 1H9

Téléphone
(514) 393-9559
Fax
(514) 393-9588

déc. 1995

Ce numéro spécial de Stop Press est un sommaire des activités de STOP depuis son incorporation en 1970 comme groupe écologiste de citoyens sans but lucratif.

Situé à Montréal, STOP s'est occupé de nombreux dossiers affectant non seulement Montréal, mais aussi le Québec, le Canada et l'Amérique du Nord. STOP a connu le jour comme organisation populaire à une époque où les problèmes environnementaux commençaient à être reconnus par les gouvernements, l'industrie et les consommateurs. En plus de son rôle de chien de garde, STOP a toujours poursuivi ses activités dans le domaine de l'éducation publique. A mesure que les gouvernements ont accueilli les demandes des citoyens d'être impliqués dans le processus décisionnel en matière d'environnement, STOP a participé activement au sein d'une foule de comités consultatifs multipartites.

Depuis sa formation, STOP a constamment favorisé des processus démocratiques qui, en plus d'être ouverts, encouragent la participation publique. De plus, STOP a toujours proposé des solutions aux problèmes environnementaux et refusé de sacrifier sa crédibilité pour la visibilité.

LA QUALITÉ DE L'EAU

La saga des eaux usées

1970-1973 STOP a participé au débat public concernant les effets sur la qualité de l'eau des phosphates provenant des détergents à lessive. En 1973, Environnement Canada a réglementé de manière stricte le contenu en phosphate des détergents à lessive.

Depuis 1970 STOP a porté à l'attention du public que les eaux usées de l'île de Montréal n'étaient aucunement traitées avant d'être déversées dans le fleuve. STOP a mis en oeuvre tous les moyens à sa disposition, même les interventions légales, pour mettre fin à

cette situation scandaleuse. Les efforts pour conscientiser les responsables municipaux, régionaux et provinciaux se sont révélés pénibles et frustrants. Les filières de STOP pullulent de promesses non tenues et d'échéances repoussées.

1972-1974 STOP s'est joint à trois propriétaires riverains de Pierrefonds dans une poursuite civile afin d'obtenir une injonction et une compensation en dommages contre la Ville de Pierrefonds, la Communauté urbaine de Montréal (CUM) et le gouvernement du Québec pour avoir déversé des eaux usées non traitées dans la Rivière des Prairies. Le procès en Cour supérieure du Québec a été suivi de près par les médias. Le juge André Montpetit a condamné la Ville de Pierrefonds à payer des dommages de 22 330\$ et il a enjoint la ville de garder les rives propres.

1974 STOP a invité publiquement le ministre de l'Environnement du Québec, le Dr. Victor Goldbloom, à une baignade avec sa famille à l'une des plages publiques polluées auxquelles son département permettait pourtant la baignade.

1975 La CUM a entrepris la construction d'un système d'égoûts intercepteurs dans le but d'acheminer les eaux usées à une usine de traitement. La construction de cette usine d'épuration a débuté en 1980. En 1988, l'usine a commencé ses opérations de traitement d'une proportion très modeste des eaux usées de l'île de Montréal. Après plusieurs années d'efforts intenses, STOP a réussi à convaincre les autorités d'ajouter aux traitements physiques initialement prévus, des traitements chimiques avant-gardistes qui permettent d'extraire les phosphates et une bonne partie des métaux lourds (d'origine industrielle). Enfin, en 1996, l'ensemble des eaux usées du territoire de la CUM subiront un traitement physico-chimique.

1980-1985 STOP a été un des acteurs principaux d'une lutte visant à préserver les rapides de Lachine contre un projet hydroélectrique

impliquant le contrôle des crues (projet Archipel). La coalition de groupes de citoyens, l'Association Environnement Archipel, a mené ses activités à partir du bureau de STOP.

1985 STOP a monté un dossier sur les nombreux cas de violations, par les raffineries de pétrole de Montréal, des normes québécoises sur les effluents liquides. Suite à la divulgation de ce dossier, les raffineries ont bonifié leurs systèmes de traitement et amélioré leur performance. Par ailleurs, les normes actuelles sur les effluents liquides des raffineries sont désuètes et doivent être révisées.

Depuis 1985 STOP a suivi de très près le dossier des rejets industriels, institutionnels et commerciaux dans les égoûts. STOP a été le seul groupe de citoyens à présenter des mémoires (en 1985 et en 1990) à la Commission de l'environnement de la CUM à propos d'un projet de règlement en matière de rejets industriels dans les égoûts municipaux (devenu le règlement 87 de la CUM). Les mémoires et les autres interventions de STOP ont convaincu le Conseil de la CUM d'augmenter les peines maximales reliées à ce règlement de 2000\$ à 500 000\$.

LES ENJEUX Même si les eaux usées de la CUM subiront, dès 1996, un traitement physico-chimique, il restera à ajouter l'étape de la désinfection. D'autres problèmes à l'égard de l'usine d'épuration de la CUM résident dans son incapacité de traiter le surcroît d'eau résultant d'une tempête et dans le traitement et la disposition des boues. D'autres dossiers actifs concernent d'une part le renforcement des normes en matière d'eau potable et d'effluents industriels et d'autre part, l'usage récréatif des cours d'eau et des berges.

En plus de travailler avec d'autres groupes environnementaux tels Stratégies St-Laurent, Great Lakes United et les Comités ZIP (Zones d'Intervention Prioritaires) de la Région de Montréal, STOP encourage actuellement la CUM à mettre sur pied un comité consultatif multipartite pour surveiller les opérations de l'usine d'épuration de la CUM.



STOP

651, rue Notre-Dame Ouest
Bureau 180 520
Montréal (Québec)
H3C 1H9

Téléphone
(514) 393-9559
Fax
(514) 393-9588

Décembre 2006

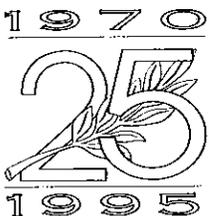
Cher ami,

Dans ma lettre de novembre 2005, je soulignais le besoin urgent de désinfecter les eaux usées de Montréal. En 2005, la Ville de Montréal a fait l'expérience de deux technologies, soit l'irradiation ultraviolette et l'ozonation. Nous croyons que l'ozonation est plus efficace que l'irradiation ultraviolette, bien qu'elle coûte légèrement plus cher.

Nous demandons que le choix éventuel de technologie par la Ville soit déterminé par un processus décisionnel ouvert et transparent. Nous avons posé des questions à ce sujet lors d'assemblées publiques du Conseil d'Agglomération et de la Commission sur l'Environnement. Récemment, M. Michael Applebaum, Maire de l'Arrondissement de Côte-Des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce et président de la Commission sur l'Environnement, a affirmé à Bruce Walker que sa commission tiendrait une audition publique sur la désinfection avant toute décision finale du Comité exécutif.

Pendant de nombreuses années, STOP a surveillé de près le dossier des polluants émis dans l'air par les incinérateurs de la Ville de Montréal qui brûlent les boues provenant des eaux usées. Nous sommes un membre actif du nouveau comité de liaison communautaire mis en place par la Ville pour examiner les émissions atmosphériques de ces incinérateurs. Cette année, le Conseil d'Agglomération a émis un contrat d'environ 3 millions de dollars afin d'installer de l'équipement qui mesure d'une manière continue ces émissions. Cet équipement moderne fournira un bien meilleur portrait des émissions atmosphériques.

Il y a plusieurs années, des citoyens de St-Léonard ont demandé à STOP de les aider avec un problème local de pollution atmosphérique. Deux usines émettaient de grandes quantités de composés organiques volatils (COV), violant ainsi le règlement en vigueur, #90. Tous les COV contribuent à la formation du smog, et certains d'entre eux émettent des odeurs nauséabondes. Le progrès dans ce dossier a été d'une lenteur pénible. Enfin, cet été, une des usines a installé un nouveau filtre à un coût d'environ 1 million de dollars. Nous pressons la Ville de Montréal de poursuivre les propriétaires de l'autre usine pour ses violations flagrantes du règlement.



Fight sewer bylaw: enviro group

THE SUBURBAN, 28/III/07

By Anna Bratulic
The Suburban

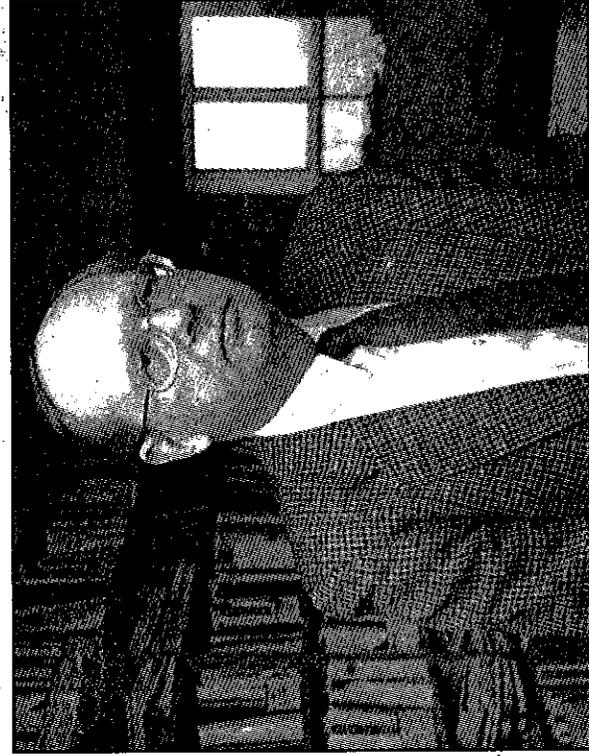
A proposed bylaw amendment would allow companies to dump industrial waste into the sewer system without needing a permit to do so, says the research director of STOP, a Montreal environmental group.

Bruce Walker says the draft bylaw drawn up by the *Communauté métropolitaine de Montréal* (CMM) — the regional body overseeing 82 municipalities, including Montreal, Laval, and those on the north and south shores — should be challenged.

"It's well and good to have tough standards, but without the permit requirement, effective enforcement disappears," he said.

"This is a huge loophole. It is definitely a retrograde measure because since 1986, when MUC bylaw 87 first came into force on the island of Montreal, there has been a requirement [for companies to have] for permits to discharge industrial wastewater. In the draft bylaw, there is no reference to it at all."

When the MUC dissolved in 2001, the sewer bylaw was transferred to the CMM, which



MARTIN CHAMBERLAND/THE SUBURBAN

Walker: Without permit requirements, effective enforcement disappears.

has the authority to amend it and have it applied throughout the territory. Each of the CMM's member municipalities are responsible for enforcing the bylaw. In Montreal, that responsibility falls with the agglomeration.

Walker describes the permit requirement as a "keystone" element needed to reduce and regulate industrial discharges to the sewer system. The fact that it was removed from the regulation, he says, may indicate a sign of internal struggle between Montreal and off-

island communities.

"Do we do things the way Montreal used to do them, or do we do things the way other CMM member municipalities are more comfortable with? With this proposed bylaw, it's now obvious the CMM prefers to do things the way the off-island municipalities want," he said.

The bylaw also sets limits on the concentrations of substances that can be discharged into the sewer system. Contrary to what some environmentalists feared, Walker says the stan-

dards have not been diluted. In fact, the revised list has grown to include 26 new organic contaminants, such as benzene and nonylphenols.

Walker says there is a certain "asymmetry" built into the law because standards may vary depending on the type of sewage treatment a municipality uses.

"So perhaps they could build in more asymmetry and say if you're on the island of Montreal, you have to have an industrial sewer permit, which only continues what has always been the case."

The CMM will hold public hearings on April 4 and 12.

Executive committee member Alan DeSousa, who sits on the CMM council, stressed that the final version of the bylaw has not yet been adopted.

He says he believes the reason for the permit exclusion is to leave it up to CMM member municipalities to decide whether to include it or not, given they will be enforcing the bylaw on their own territories.

Laval city councillor André Boileau, who presides over the CMM environment commission, is out of town, but press attaché Jean-Claude Beaudry said that since Laval and other off-island municipalities are not as indus-

try-heavy as Montreal, they do not generally issue permits to companies for wastewater discharge. Rather, he said, they may ask companies to pre-treat their water before discharging, or charge a fee.

"We're not in the same situation as Montreal because we don't have refineries and things like that," he said, adding that changes to the draft bylaw are still possible.

DeSousa agreed that the permit requirement for Montreal worked for the city.

"It's something that we're used to, something that our industries and our community is familiar with. They have faith in it, it's reliable, it provides for a good check and balance mechanism. ...It's a system that has served us well, and within the context of what the CMM might ultimately adopt, I'm quite open to recommending it to our council — so that what has served us well in the past continue to be used in the future," he said.

DeSousa said it was not foreseen that Montreal's agglomeration would be submitting briefs at the public hearings because several of its members also sit on the CMM council. "We're not going to submit a brief ourselves." ■